



الجمهورية الإسلامية للبجالة والصناعة والزراعة

Islamic Chamber of Commerce, Industry & Agriculture  
La Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture



Organisation des Nations Unies pour  
l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)



Union des Chambres et des Bourses de  
Turquie (TOBB)



Le Fonds Fidéicomis Perez-Guerrero  
pour la Coopération Sud-Sud (FFPG)

# Rapport de L'Atelier sur le Développement de l'Infrastructure Clé Pour la Croissance Rurale pour les Pays de l'OCI

Du 24 au 26 Avril 2017  
À Istanbul – Turquie



Organisation des Nations Unies pour  
l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)



Union des Chambres et des Bourses de  
Turquie (TOBB)



Le Fonds Fiduciaire Perez-Guerrero  
pour la Coopération Sud-Sud (FFPG)

**Rapport de**  
**l'Atelier sur le Développement de l'Infrastructure Clé pour la Croissance Rurale pour les**  
**Pays de l'OCI, du 24 au 26 Avril 2017, à Istanbul - Turquie**

**Préambule**

La Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA) est une Institution affiliée de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI) et représente le secteur privé de 57 Pays Islamiques Membres. Elle vise à renforcer une collaboration plus étroite dans le domaine du commerce, de la technologie de l'information, de la banque, de la promotion des opportunités d'investissement et des coentreprises (joint ventures) dans les Pays Membres.

La CICIA entreprend des activités conformément à son objectif en organisant les divers événements dans les Pays Membres de l'OCI tels que: les Ateliers, les Programmes de Formation sur le Renforcement des Capacités, la Lutte contre la Pauvreté, l'Amélioration du Marketing et de la Gestion des Compétences, l'Ajout de valeur, la Sécurité Alimentaire et Agricole, le Développement du Genre, l'Autonomisation Economique des Femmes, la Promotion et le Développement des Petites et Moyennes Entreprises, l'Utilisation de la Microfinance, le Développement de l'Entreprenariat, particulièrement chez les Femmes et les Jeunes.

Les Economies de la majorité des Pays de l'OCI sont essentiellement basées sur l'agro-industrie. Mais dans l'ensemble, la performance du secteur agricole dans les Pays de l'OCI n'est pas très prometteuse. Bien que le développement agricole ait longtemps orienté l'approvisionnement, son avenir sera plus axé sur le marché. En outre, le modèle de développement varie considérablement d'une région à l'autre. Les pays de l'Asie du Sud sont plus avancés dans le développement d'une agriculture compétitive, alors que l'Afrique et les Républiques d'Asie Centrale ne sont pas dans les pratiques d'aujourd'hui pour développer une chaîne d'approvisionnement qui fonctionne bien pour les produits des bases qui présentent un bon avantage comparatif.

## **L'Atelier sur le Développement de l'Infrastructure Clé pour la Croissance Rurale pour les Pays de l'OCI, du 24 au 26 Avril 2017, à Istanbul - Turquie**

L'Agriculture est l'un des principaux domaines prioritaires économiques du Programme d'Action 2025 de l'OCI. De plus, l'agriculture a également une plus grande considération comme l'un des Sept Domaines TOP de la Coopération qui est poursuivie par le COMCEC au niveau des États Membres de l'OCI par l'intermédiaire d'un Groupe de Travail sur l'Agriculture du COMCEC. Afin de mettre en œuvre les activités prochaines au sein des domaines prioritaires du Programme d'Action de l'OCI, les Institutions de l'OCI partagent leurs expériences et leur expertise pour ajouter plus de valeur à l'activité. Dans ce contexte, la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA) a organisé un Atelier sur le Développement de l'Infrastructure Clé pour la Croissance Rurale pour les Pays de l'OCI, du 24 au 26 Avril 2017, à Istanbul-Turquie.

Ledit Atelier a été organisé en collaboration avec le Fonds Fidéicommiss Pérez-Guerrero pour la Coopération Sud-Sud (FFPG), l'Union des Chambres et des Bourses de la Turquie (TOBB) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

L'Atelier a réuni 23 participants de 14 pays, représentant toutes les régions de l'OCI, à savoir l'Arabe, l'Afrique, l'Asie centrale et l'Asie du Sud-Est. Les pays participants étaient originaires d'Afghanistan, de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie, de l'Iran, de la Jordanie, de la Malaisie, du Niger, du Pakistan, de la Palestine, du Soudan, du Tadjikistan, de la Tunisie, de l'Ouganda et de la Turquie. De plus, des représentants de l'Union des Chambres et des Bourses de la Turquie (TOBB), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), ont également participé.

### **Objectifs de l'Atelier**

L'objectif était de fournir une analyse globale des problèmes, d'obstacles et d'options stratégiques dans le développement d'un pivot et en supportant l'infrastructure pour le développement rural. L'idée directrice de l'atelier était sur le Système de Chaîne Froide (Cold Chain System) (et d'autres infrastructures connexes pour développer une économie rurale compétitive. L'Atelier visait à souligner l'importance du développement de grappes de fermes à petite et moyenne échelle rentables et d'agro-entreprises associées dans des Couloirs sélectionnés de la région de l'OCI. En s'appuyant sur les opérations existantes et les investissements prévus, les grappes seront centrées dans des zones de potentiel agricole particulièrement élevées.

En outre, un autre objectif de l'atelier était de transférer les connaissances, de partager les meilleures pratiques et l'expertise d'un pays membre à d'autres pays membres de l'OCI. Cet atelier a encouragé une approche plus collaborative entre les pays participants, avec chacun se concentrant sur le perfectionnement de produits différents mais compatibles. Les participants de ces pays ont atteint des conditions de compréhension mutuellement acceptables pour une coopération plus poussée entre eux et les organisations.

## Séance d'Ouverture

L'Atelier a ouvert avec une récitation du Saint Coran.

**Mme Attiya Nawazish Ali**, Secrétaire Générale Adjointe de la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CICIA), dans son allocution, elle a remercié au nom du Président de la CICIA et tous ses membres et les coorganisateur, à savoir le Fond Fidéicommiss Perez-Guerrero de pour la Coopération Sud-Sud (FFPG), l'Union des Chambres et des Bourses de la Turquie (TOBB) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour leur coopération habituelle et leur aimable soutien et pour permettre de tenir cet important atelier au bon moment et bonne place. Elle a déclaré que la croissance rurale est un besoin immense pour le développement socioéconomique mondial durable et pour le bien-être des pays en développement en général et particulièrement ceux de l'OCI. Elle a souligné l'importance de fournir et de maintenir l'infrastructure comme un élément essentiel pour une croissance adéquate et rapide des zones rurales et de sa population ainsi que pour faire face efficacement aux défis croissants de la migration vers les zones urbaines, ce qui déséquilibre le paysage démographique de nombreux pays à l'échelle mondiale. Elle a également souligné l'importance de la chaîne froide comme un moyen d'éliminer la perte alimentaire. Elle a apprécié la diversité de la participation comme elle couvre l'ensemble des régions de l'OCI, y compris l'Afrique, les États Arabes et l'Asie Centrale et du Sud-Est. Elle a terminé son discours en remerciant le TOBB pour son accueil chaleureux, ses arrangements excellents et son hospitalité généreuse offerte à tous les participants.

Dans sa Déclaration d'Ouverture, **M. Bahri Can CALICIOGLU**, Conseiller du Président de l'Union des Chambres et des Bourses de la Turquie (TOBB) a exprimé son appréciation et ses remerciements à tous les participants d'avoir assisté à cet important atelier. Tout d'abord, il a présenté le TOBB, comme il s'agit de la plus haute entité juridique en Turquie représentant le secteur privé. Aujourd'hui, le TOBB compte 365 membres sous la forme de chambres locales de commerce, et d'industrie, de commerce maritime et d'échanges de produits des baes dans 81 provinces de Turquie, compromettant les 1,5 million des compagnies. Il a ajouté davantage, le Président du TOBB, S.E. Mustafa RifatHisarcıklioğlu, qui a assisté aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de la Chambre Islamique de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture qui a eu lieu à Mascate, Capitale d'Oman, a été réélu Vice-président de la Chambre, le 14 Avril 2017. C'est la troisième fois de suite, nos Membres de l'estimé Conseil d'Administration de la CICIA l'ont élu, c'est un grand honneur pour nous et pour le monde d'affaires Turques. Enfin, il s'est concentré sur le secteur agricole, comme le secteur agricole ayant la même importance que le secteur de l'énergie. Ces deux secteurs principaux déterminent la politique globale. Nous avons été témoins de cette première main pendant les tensions entre certains pays. La Turquie n'a pas de ressources énergétiques ; Mais, tout aussi important, elle est très riche en ressources agricoles. Nous avons fait des investissements importants dans la modernisation, comme les 113 échanges de produits des bases ayant considérablement augmenté

le nombre de laboratoires d'échange actifs, des agences de classification autorisées et des échanges avec les domaines d'élevage, fournissant le service aux producteurs, aux commerçants et aux industriels dans les salles de traite. L'entreposage autorisé jouera un rôle important en Turquie devenant un acteur majeur du marché agricole mondial.

### **Séances Techniques :**

La première présentation technique a été faite par **M. Mazhar Hussain**, Chercheur Principal du SESRIC, le **Développement d'Etat Agricole et Rural dans les Pays Membres de l'OCI**. Il a souligné les tendances démographiques, la population, l'accès à l'électricité, l'assainissement et l'eau, la densité du réseau routier et la pauvreté et L'écart de pauvreté des zones rurales des pays de l'OCI. Il a également souligné la population de l'agriculture économique active, l'emploi agricole, la part de l'agriculture dans le PIB, les ressources agricoles et leur utilisation, la productivité agricole, l'indice de l'agro-production et l'équilibre commercial agricole de ces pays de l'OCI et les ont comparés avec d'autres pays développés et pays en développement. Les tendances de l'insécurité alimentaire ont également été discutées et, depuis 1990, la part des personnes sous-alimentées a diminué de 22,3% à 14,9%. Grâce à la participation interactive, les ressources et les potentiels agricoles pour les pays de l'OCI ont été discutés comme 36 pays de l'OCI (dont 19 pays les moins avancés) jouissent d'un potentiel élevé au moins en ce qui concerne l'abondance de l'une des ressources agricoles (main-d'œuvre agricole, terres arables et ressources en eau). Les remèdes possibles ont été proposés dans les domaines suivants : la Productivité Agricole, l'Investissement Agricole, la Logistique Agricole, le Développement des Compétences Agricoles, la Réglementation Sectorielle, la Gouvernance et les Cadres Internationaux, les Situations d'Urgence.

**Dr. Mahmood Ahmad**, Entraîneur Principal de l'Atelier, Spécialiste International des Affaires agro-alimentaires et de la Politique de la Valeur et de l'Eau et Conseiller et Coordonnateur de la Recherche de l'Institut ShahidJavedBurki de la Politique Publique (BIPP) a présenté sur le **Corridor du Développement Economique et Commercial dans la Région de l'OCI**. Les pays en développement utilisent de plus en plus les corridors pour développer leur économie en général et les secteurs agricoles en particulier. Il a mis l'accent sur le rôle croissant des corridors et des étapes de développement des corridors, y compris le transport, la logistique, le commerce et la croissance économique. Il a exploré la nouvelle initiative : One Belt One Road (OBOR) et d'environ 43 pays sous OBOR, 25 pays sont de la région de l'OCI. À l'intérieur d'OBOR, deux corridors importants sont en cours de planification et a été mise en œuvre, qui sont le Corridor Economique de la Chine-Pakistan (China Pakistan Economic Corridor) (CPEC), le Corridor Economique de la Chine-Asie Centrale et de l'Ouest (China-Central and West Asia Economic Corridor) (CCWAEC) plus l'Inde soutenu par le corridor en Iran. Le CPEC a des implications commerciales mondiales pour le Pakistan et la région de l'OCI. Le domaine concerné a été examiné que les Chambres Nationales de Commerce et d'Industrie et les Chambres Régionales de

Commerce et d'Industrie ont un rôle clé à jouer et il faut créer des politiques adéquates. Le Dr Mahmood a également souligné le Kazakhstan, c'est-à-dire aussi un pays important sur la "Ceinture Economique de la Route de la Soie ("Silk Road Economic Belt") et l'initiative est appelée "Route vers la Luminosité" ("Road to Brightness") dans le but de construire des infrastructures telles que les autoroutes, les chemins de fer, les aéroports et les installations énergétiques. Il a également identifié les régions prioritaires pour que les produits des bases soient élargis avec les participants et a conclu que l'OBOR apportera des investissements dans l'épine dorsale et une infrastructure de soutien qui stimulera la croissance rurale dans la région de l'OCI.

**Mme Jennifer Smolak**, Agente Professionnelle, du Bureau Régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (NENA) a fait une présentation sur **l'Approche et l'Expérience de la FAO pour la Réduction des Pertes et des Déchets Alimentaire au Proche-Orient et en Afrique du Nord (NENA)**. Le cadre stratégique de la FAO comprend : aider l'élimination de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'approche de la FAO en matière de la Réduction des Pertes et des Déchets Alimentaires (FLW) offre un potentiel pour plus faisable, plus rapide et moins coûteux pour augmenter la disponibilité alimentaire nationale par rapport à l'augmentation de la production. L'économie alimentaire est une tâche énorme complexe et la participation de toutes les parties prenantes, les acteurs de la chaîne, les organisations de soutien ont besoin de résultats significatifs. Alors que la nature de FLW provoque des solutions différées selon les régions du monde, par conséquent une Initiative Mondiale avec une mise au point régionale et une mise en œuvre nationale est requise. Les piliers pour économiser les aliments comprennent la sensibilisation, la collaboration et la coordination des initiatives mondiales en matière de la réduction des pertes et des déchets alimentaires, la recherche à la politique, la stratégie et l'élaboration de programmes pour la réduction des pertes et des déchets alimentaires, et le soutien aux programmes et projets mis en œuvre par les secteurs publics et privés. Elle a également mis l'accent sur la voie à suivre pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (NENA) ..... la Réduction des Pertes et des Déchets Alimentaires (FLW) qui comprend :

- Processus dirigé par un pays
- Approche Multipartite
- Mobilisation des Ressources
- Suivi et Evaluation

La séance sur **le Rôle des Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans la Turquie Rurale** a été présentée par **M. Halil AGAH**, Conseiller du TOBB et Directeur Exécutif de la Fédération des Consultants des Pays Islamiques (FCIC). Il a examiné le développement agricole, le développement rural et la transformation rurale du pays, comme la Turquie a un énorme potentiel dans la région. Les principaux objectifs de la Turquie sont d'être parmi les 5 premiers pays du monde dans l'économie agricole, à un PIB agricole de 150 milliards de Dollars US, maintenir une croissance agricole durable et a une exportation agricole de plus de 60 milliards de Dollars US. Il

a examiné le rôle des PME rurales dans la chaîne de valeur et son effet sur l'avantage de la concurrence. Les principales PME rurales sont la production alimentaire et de boissons, l'emballage alimentaire, le traitement du cuir textile et les produits finis, la production de bois et d'artisanat, la production d'engrais organique et écologique. La production de l'équipement et des machineries agricoles, la production de graines et jeunes plants et le tourisme et la restauration. Alors que les principaux thèmes du développement des PME rurales pour la Turquie sont le développement de la concurrence pour l'amélioration de l'industrie rurale de l'hygiène, Les changements du stockage et du froid pour l'industrie alimentaire rurale, la modernisation des entreprises rurales existantes, la création de ressources financières alternatives, la préparation des normes pour les principaux produits / les services, la gestion post-récolte sur l'organisation des fruits et des légumes et d'entreprises des producteurs et les prestataires de services.

Une présentation sur **les Pertes Alimentaires et Son Impact sur la Sécurité Alimentaire** a été délivrée par le **Prof.Berte Kama**, Professeur d'Economie Agricole, à l'Ecole Nationale d'Agriculture. La perte alimentaire se produit lorsque les produits alimentaires comestibles sont perdus, détruits ou mis au rebut et dégradés ou consommés par des ravageurs à un certain stade au cours de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Il a comparé les causes de la perte alimentaire pour les pays en développement et les pays développés. En poids, les fruits et les légumes ont les plus hauts niveaux de perte et de déchets à l'échelle mondiale à 44% du total, suivis des racines et des tubercules (20%). La viande, les fruits de mer et les produits laitiers ont des niveaux de perte similaires, mais en raison de leur niveau de production beaucoup plus faible, la perte globale est beaucoup plus faible que les fruits et les légumes. L'impact de la perte alimentaire sur l'économie, la santé et l'environnement est la réduction des revenus, moins le développement économique et les rendements ne sont pas maximisés sur les investissements réalisés dans les intrants agricoles, les cultures vivrières contaminées par des aflatoxines par an (FAO) et les aflatoxines associées à une gamme de maladies, y compris le cancer du foie et La cirrhose, le retard de croissance et la susceptibilité au paludisme et le VIH / SIDA et le fardeau de la déforestation, respectivement. Il a également examiné l'application du modèle MAGNET au Ghana dans sa présentation. Enfin, il a identifié les approches pour réduire la perte alimentaire, comme la petite détentric commercialisation, l'amélioration de l'emballage, l'amélioration de la chaîne du froid, l'amélioration des infrastructures, les technologies de l'information, les meilleures données et des prévisions, les grandes pratiques de détaillants, le financement, les meilleures réglementations et éducation.

Une présentation conjointe a été donnée par **Mme Yasmin Bali**, Chef du Projet (PT Mission-South West Bank, Action Contre la Faim ACF) et le **Dr Mahmood Ahmad sur le Développement Rural dans les Territoires Palestiniens - Sécurité Alimentaire, Eau et Marché Nexus**. En Palestine, la contribution du secteur agricole au PIB a diminué au cours des années. Les terres agricoles représentent 15 à 30% de la superficie totale. Le secteur est une source importante d'emploi, spécialement pour les femmes (13% des salariés Palestiniens sont des femmes). Les principaux défis dans le secteur agricole Palestinien sont l'occupation Israélienne, le statut

détérioré et l'utilisation inefficace des ressources en eau, les contradictions et les chevauchements dans les autorités, le cadre institutionnel faible, l'état détérioré des pâturages et la biodiversité et les mécanismes faibles et la plupart des produits Palestiniens pour les marchés intérieurs ne sont pas compétitifs en ce qui concerne la qualité par rapport à des produits similaires provenant d'Israël et les stratégies de commercialisation sont encore traditionnelles. En ce qui concerne l'insécurité alimentaire, 1,6 million sur 3,8 millions des Palestiniens (27% des ménages) ont une insécurité alimentaire ; 14% des ménages supplémentaires sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ils ont également mis l'accent sur les questions liées à l'eau et les questions relatives aux prix de l'eau. Alors que l'amélioration de la productivité de l'eau est la clé. L'Étude de cas : Approche de la Chaîne de Valeur : Légumes - Patate (Bande de Gaza) a également été discutée pendant la séance. Ils ont conclu que le lien entre l'Agriculture et l'eau reste une source importante de moyens de subsistance pour le peuple Palestinien et, dans l'avenir, l'agriculture doit produire plus avec moins d'eau. "Plus de cultures par goutte".

**Mme Jennifer Smolak** a fait, une présentation sur **les Questions d'Infrastructure dans le Développement de la Chaîne de Valeur : l'Expérience de la FAO au Proche-Orient et en Afrique du Nord**. Le paradigme des chaînes de valeur alimentaire durable part du principe que l'insécurité alimentaire est un symptôme de la pauvreté. Une chaîne de valeur alimentaire durable rentable partout dans la (durabilité économique), a des avantages immenses basés pour la société (viabilité sociale) et montre un impact positif ou neutre sur l'environnement naturel (durabilité environnementale). Elle a mis en discussion l'exemple du développement de la Chaîne de Valeur à Noubaria, en Égypte, dans le cas des grains de raisins et des tomates. Elle a également analysé la solution basée sur le marché, une solution orientée commercialement qui répond aux contraintes commerciales de manière durable.

La séance sur le **Développement et la mise en œuvre de l'e-commerce et de la Stratégie d'Agrofinancement, de Marketing et de Communication** a été présentée par **Mme Zarmeen Hassan**, Spécialiste des Projets Stratégiques, la Coalition Agricole du Pakistan (PAC). La PAC est un incubateur à but non lucratif qui vise à transformer l'agriculture du Pakistan. L'agriculture du Pakistan doit devenir le premier secteur privé, axé sur la technologie, l'entrepreneuriat et compétitif sur le plan mondial. Tout d'abord, elle a discuté de la plate-forme e-Commerce - Préserver / Standardiser la qualité de la ferme à l'usine et les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs et le secteur privé. Le cas des piments rouges "Dandicut" faisait partie de la séance. En raison de sa détérioration de la qualité, mais du double prix de la ferme au magasin de détail. Elle a également proposé le projet pilote de la plate-forme commerciale pour cela. La plate-forme commerciale profitera aux agriculteurs de plusieurs façons, comme la qualité supérieure et les paiements plus élevés, les paiements opportuns et sécurisés aux agriculteurs, leur permettant de vendre à partir de leur emplacement, la connectivité à de nombreux agriculteurs et le potentiel pour l'exportation directement des zones de production. Deuxièmement, elle a discuté du service de gestion agroalimentaire subsidiaire et ses défis pour les agriculteurs et le secteur privé. Les avantages élargis ont augmenté l'entrepôt agricole moderne sont la réduction du gaspillage



dans le stockage, le passage pour le capital à l'économie rurale et la documentation de l'économie agricole faisaient également partie de la séance. Elle a conclu qu'il est important de travailler avec tous les niveaux au sein de l'organisation et le champion du secteur privé est essentiel pour réussir. Il doit y avoir une présence d'un écosystème pour une mise à l'échelle.

**M. ÖmerSerdağ TOKLU**, Secrétaire Général Consultant, du TOBB, a présenté sur le **Rôle des Technologies de l'Information (IT) - Echange des Produits de Base dans la Production et le Service de Délivraison**. Les entreprises utilisent efficacement les IT et ont plus d'avantages à soutenir, à élargir, à diversifier leurs activités. Les réseaux informatiques IT facilitent la vie de plusieurs façons, comme l'amélioration du flux de travail global, fournissent un suivi et une évaluation instantanés, diminuent les coûts d'exploitation et permettent un stockage sécurisé des données, etc. L'échange des Produits de Base devrait investir dans l'Informatique pour rattraper les développements dans le monde des affaires. Ces investissements devraient être dans ces domaines spécifiques qui sont des systèmes matériels et réseaux et des logiciels d'application. La séance a été conclue avec les résultats du déploiement des Applications Informatiques dans les échanges de produits de base. La production du pays et la base de données de produits de base et la vente de produits seront maintenues en utilisant ces applications informatiques. Les statistiques produites à partir de cette base de données peuvent être utilisées comme l'un des principaux intrants dans la définition des politiques agricoles et nationales ou régionales (Intensives / Limitations à la production, etc.). Cela aidera à développer un travail commercial rapide et sécurisé.

**M. NajmuddinTahiri**, Gestionnaire Régional du Programme, du Développement Economique Durable et de la Promotion de l'Emploi, (SEDEP) a eu la séance sur le **Développement Economique à travers la Promotion de la Chaîne de Valeur en Afghanistan**. La séance a commencé avec la brève introduction de l'Afghanistan. En Afghanistan des possibilités pour les PME existent dans les secteurs principaux suivants : l'Agro-industrie, les textiles et vêtements, l'exploitation minière et la construction. Le Développement Economique Durable et la Promotion de l'Emploi l'objectif de (SEDEP) est conforme aux objectifs de la Stratégie de Pays Germano-Afghan c'est-à-dire "l'Emploi et les Revenus ont augmenté dans les secteurs économiques promues dans le nord de l'Afghanistan". Il a souligné en outre sur le travail du SEDEP et ses réalisations à partir de l'année 2016. 1.044 emplois permanents et 2.977 emplois saisonniers ont été créés. Des 16.700 entreprises formées, 56 % ont confirmé que le SEDEP a contribué à faire augmenter le revenu.

**Mme TabeerRiaz ShahidJavedBurki**, Associé de Recherche, de l'Institut de la Politique Publique, a présenté un exposé sur le **Développement Rural : Rôle Clé de l'Agriculture et de l'Eau au Pakistan**. Il a principalement porté sur la réforme profonde et les changements structurels pour le Secteur Agricole, pour traiter des Questions de Gestion de l'Eau Liées à l'Agriculture et les Exportations Agricoles mènent la croissance. Une discussion a été menée sur la structure d'Incitation comme le prix de la production a diminué ; le coût d'entrée a augmenté de deux à trois fois. Les domaines de la réforme clé ont été proposés dans le cas du Pakistan qui est nécessaire pour l'action comme la Réforme de la Politique des Semences, de la Recherche et de l'extension

avec le changement climatique, la réforme des marchés et les Prix Corrects et les politiques. Le débat interactif a été réalisé sur le système d'irrigation du Bassin de l'Indus.

Une présentation sur **Comment Utiliser le Conseil de Dialogue Public-Privé (CDPP) - Améliorer l'Environnement d'Affaires d'Industries Agricoles en Iran** a été donnée par **M. Mohsin Ameri**, Directeur Exécutif, de la Chambre de Commerce, d'Industries, des Mines et d'Agriculture d'Iran, (CCIMAI). Le CDPP a été mis en place et est devenu permanent à partir de 2011 avec ces deux lois : la Loi pour le 5ème plan de développement de l'Iran (2011) et la Loi pour l'Amélioration Continue pour l'Environnement des Affaires de l'Iran (2012). Ses fonctions sont des pouvoirs et sont les suivantes:

1. Le Dialogue entre le Gouvernement et le Secteur Privé
2. Faciliter les Activités d'Affaires pour le Secteur Privé
3. Identification et Résolution des Problèmes d'Obstacles en Environnement d'Affaires
4. La Prise de Décision, En ce qui concerne la Législation, les Règles et les Règlements
5. Proposer des Solutions Efficaces aux Organisations Gouvernementales Executive

Certaines réalisations récentes par le CDPP dans le domaine de l'Agriculture sont l'autonomisation des producteurs Iraniens, d'engrais et de pesticides toxiques de concurrencer les producteurs étrangers, notamment les chinois, encourager les agriculteurs de produire des produits de meilleure qualité pour les industries qui en ont besoin et en rendant le gouvernement (Ministère de l'Assainissement) de recruter lui-même les vétérinaires et payer leur salaire mensuel.

### **Présentations des Pays**

Les participants du Pakistan, du Soudan, de la Tunisie, du Kirghizistan, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Tadjikistan, de la Jordanie, de l'Ouganda et du Niger ont également présenté les cas des pays pour mettre en évidence les cas problèmes, contraintes dans les différents segments de l'Infrastructure Clé de Développement pour la Croissance en milieu Rural et ont fourni des suggestions pour développer ou moderniser l'infrastructure et renforcer la croissance.

Les participants ont examiné les concepts et le potentiel des chaînes de valeur nationales et mondiales pour les pays de l'OCI. Ils ont discuté des types vastes chaînes de valeur, leur importance, augmentée, la confection de chaîne de valeur et ses étapes de la modernisation. Les cas de réussite de l'OCI dont le Bangladesh, la Turquie et le Pakistan ont été mis en évidence.

Le délégué du **Soudan, Dr Mohamad Saad Ali Bayumi** a mis en relief les Ressources Naturelles du Soudan, sa composante de développement, les principales sources de croissance économique y compris l'Agriculture, l'Industrie et le secteur des services. Il a examiné le système d'élevage et de l'état de l'agriculture en détail. Il a également parlé du développement rural du Soudan, ses stratégies, sa structure, ses programmes, ses défis et ses réalisations.

L'orateur de la **Tunisie**, **M. Haouari Nabil** a présenté le développement rural et les ressources naturelles de la Tunisie, ses buts et sa conception, sa mise en œuvre et ses questions institutionnelles. Il a également souligné la promotion de l'agriculture durable et le développement rural et ses défis.

**Mme Lira Kasymbekova** de la **République kirghize** a souligné la Stratégie Nationale de Développement Durable, les régions du Kirghizistan, des indices économiques, les progrès dans la réduction de la pauvreté dans les régions rurales et urbaines, des politiques de développement polarisé, le développement de l'infrastructure et de l'agriculture du Kirghizistan.

**M. Aamer Ata Bajwa**, Premier Vice-président de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie du Pakistan (FCCIP), a présenté le Développement de l'Infrastructure pour la Croissance Economique en milieu Rural au Pakistan : Politiques & Stratégies. Il a mis en relief les principaux problèmes socio-économiques, les questions émergentes, a suggéré des stratégies et mesures de politique. Il a proposé également le potentiel et les perspectives d'avenir pour le développement durable. Il a dit que la croissance économique en milieu rural est idéale pour tirer parti de la force des compétences traditionnelles et de connaissances par l'apport de technologies, la fourniture en temps voulu des capitaux ainsi que des pratiques de commercialisation.

La déléguée de l'**Indonésie** **Mme IrawatiHermawan** a présenté l'Avancement de l'Infrastructure en Indonésie. Elle a parlé du secteur ciblé pour le Développement National, y compris le plan de développement à moyen terme, la stratégie de l'Indonésie de relancer le développement rural ciblé. Elle a également discuté de l'Approche Stratégique du Gouvernement y compris les besoins d'investissement d'infrastructure, la priorisation des projets, et la réforme de l'Ecosystème de la livraison de l'infrastructure, priorisent les secteurs pour le développement rural, la promotion de l'investissement à travers le plan PPP.

L'orateur de la **Malaisie** **M. AG Ismadi AG Ismail** a présenté le Développement Rural en Malaisie. Il a mis en relief la transformation dans l'agriculture pour la zone rurale sous la Stratégie Nationale de l'Océan Bleu. De plus, il a discuté du développement aux VILLAGES SEBOBOK, BAU, SARAWAK, le développement aux VILLAGES GEDONG, SIMUNJAN, SARAWAK, le développement à KAMPUNG GAJAH, PARIT, PERAK et au PARC TECHNOLOGIQUE DE MARDI, LANGKAWI, MALAISIE.

**M. MuhamadiMuminov**, Président Directeur Général et Directeur Exécutif, de la Coopérative Non Commerciale "SAROB" du **Tadjikistan** ont discuté de l'élaboration de service d'extension privée. Leur approche pour le développement était le Service de Conseil Individuel. Le SAROB a développé un réseau sans précédent d'agronomes actifs dans tout le pays qui permettrait à l'organisation de promouvoir des innovations au profit d'un plus grand nombre d'agriculteurs et accomplir la recherche de plus grand nombre des personnes qui ne demandent pas l'aide sociale dont elles pourraient bénéficier dans un délai plus court avec un faible investissement.

**M. Sabrie Al-Dalae'n**, Président de la Chambre de Commerce de Karak, et Membre du Conseil de la Chambre de Commerce de la **Jordanie** a déclaré que le Développement Rural fait Partie de la Stratégie Globale de Développement qui inclut le Développement Economique, le Développement Social, le Développement Agricole, la Réforme Rurale, le Développement de Communauté Rurale et le Développement Rural Intégré. Il a également souligné que la Stratégie Nationale pour le Développement Agricole au Royaume Hachémite de Jordanie pour les années 2016 et 2025 a identifié la plupart des principales caractéristiques et les plans pratiques pour atteindre le développement et la croissance du secteur de l'agriculture et du développement rural.

**Mme Namiiro Namagembe Haawa**, Responsable des Exportations et du Marketing de l'Ouganda a donné un aperçu du pays et celui du développement rural et a conclu qu'en dépit de l'énorme travail effectué vers le développement rural, le Gouvernement ne se rend compte de la nécessité de travailler plus particulièrement en relation du développement des infrastructures. Le Gouvernement continue de prioriser les programmes destinés à des programmes de développement rural – tel que : le développement de l'agriculture (par exemple. L'Opération de la Création de Richesses).

**M. Boureima Wankoye**, Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger (CCIN) du **Niger** a donné un aperçu du pays et du Projet de l'Initiative de plantation de Biocarbone. Il a expliqué que l'objectif du projet était de gérer la vente de la gomme, les produits d'agroforesterie et le crédit de carbone, les fruits appartiennent aux groupes de villages. Il a souligné la réalisation faite à travers ce projet est que la restauration de 2.787,87 hectares de terres et la plantation d'environ 7,6 millions d'arbres et la production de gomme : 1.021 kg en 2016. Une autre réalisation est la création d'emplois temporaires pour 71.487 jeunes et femmes.

### **Séance de Clôture**

À la fin de l'atelier, une séance de clôture a eu lieu, dans laquelle toutes les personnes ressources ont donné un résumé de leurs présentations. Les participants ont donné leur point de vue sur les recommandations proposées et les diverses questions ont été abordées. À la fin de la séance, des certificats ont été distribués aux participants.

### **Conclusions et Recommandations**

L'atelier a demandé à la CICIA de soumettre le Rapport de cet Atelier et ses Recommandations au Secrétariat Général de l'OCI et du COMCEC à prendre note des recommandations et de demander pour la suite de la soumission aux entités ministérielles pertinentes pour leur considération.

L'Atelier a noté qu'il existe un meilleur progrès dans le développement de l'infrastructure matérielle (épine dorsale et soutien), mais a souligné le fait qu'un travail considérable doit encore être fait pour créer un modèle d'entreprise qui peut fournir aux agriculteurs et aux PME un meilleur accès à la technologie, au crédit et au marché.

Le point a été réaffirmé qu'en améliorant à la fois des infrastructures légères et dures pour réduire la perte alimentaire, les coûts de transaction, renforcer les liens ruraux et urbains, et la construction de capacité est un élément clé de toute stratégie dans les pays de l'OCI.

Le rôle positif et négatif d'intermédiaire était le centre du débat que les problèmes passent par une plus grande partie de l'OCI. La séance a souligné que les petits agriculteurs sont pris dans un cercle vicieux peu appétissant pour l'investissement en raison de risque inhérent dans l'agriculture, ce qui se traduit par une faible productivité et l'orientation du marché. Le résultat étant qu'il n'y a presque pas d'ajout de valeur et apporte la faible rentabilité de la terre et du travail. De plus, les petits agriculteurs dépendent de l'intermédiaire pour l'accès à ces services essentiels en l'absence d'autres options qui s'offrent à l'agriculteur. Le modèle d'affaires divers de lien entre l'agriculteur / le groupe d'agriculteurs existe qui comprend : le Commerçant national (avec ou sans catalyseur externe) ; le Grossiste ; le Détaillant (directement ou par l'intermédiaire d'un grossiste ou un agent) Exportateur (avec catalyseur externe ou élaboré par les participants eux-mêmes) et Processeur Agricole (initié par le processeur, avec un catalyseur externe ou d'un facilitateur ou initié par le Gouvernement).

La séance a également examiné les modèles d'affaires qui sont utilisés ou proposés pour répondre, à toutes les questions importantes de comment les petits agriculteurs peuvent contourner le Mandi (Place du Marché) pour obtenir de meilleurs prix et le revenu pour leurs produits. Parmi plusieurs modèles tels que : Choupal (lieu de rencontre), Reçu d'Entrepôt (Afrique), Drumnet (Afrique) et TameerKhushali (Pakistan) ont été brièvement évalués et estimés leur expansion possible d'avoir un impact à grande échelle. Les participants ont décidé de prendre ce sujet plus loin dans l'avenir la délibération de chaîne de valeur et les activités agribusiness prévues.

Le débat a mis en lumière la nécessité d'éliminer l'intermédiaire. L'expérience de l'Ouganda a signalé un cas où l'intégration des agriculteurs directement à l'exportateur a permis de minimiser son rôle. D'autre part, le participant de la Côte d'Ivoire était d'avis que les faits sur le terrain sont différents dans de nombreux pays et l'intermédiaire porte toujours un rôle dominant et continuera de le faire jusqu'à plus d'options réalisables soient promues qui peuvent être améliorées.

Après un débat approfondi, un travail futur possible pour la région de l'OCI parmi d'autres, est d'opter pour l'implémentation d'une Solution Basée – sur le Marché – une solution à orientation commerciale qui aborde les contraintes de l'entreprise de manière durable et crée des organisations des producteurs et de services des fournisseurs. Des moyens novateurs pour relier les petits agriculteurs aux marchés peuvent également nécessiter d'adopter des bonnes pratiques, des connaissances et d'échange d'expérience, le partage équitable / le voyage d'étude.

L'Informatique basé soutien de lier les agriculteurs avec les marchés électroniques également promu. L'utilisation de téléphones mobiles dans les zones rurales est de plus en plus croissante et ouvre la possibilité de diffuser des informations sur l'adoption de bonnes pratiques agricoles et sur les prix des intrants et des extrants.

De plus, les questions varient d'une région à l'autre, une approche sous-régionale soit adoptée pour évaluer ce qui a été fait, ce qui doit être fait pour rendre un modèle d'affaires inclus et l'échelle-capable. L'expérience de la Turquie a présenté un bon modèle de référence pour les travaux futurs au niveau national et sous-régional.

Il a été proposé de créer un organe d'information commerciale de l'OCI pour livrer les tendances du marché et d'exportation et de permettre aux acteurs du secteur agricole pour l'exportation vers les pays clés. Cet organe devrait également aider à connecter

- Aux acheteurs
- Emballer les produits
- Permettre le secteur agricole d'exporter

De nombreux corridors d'Afrique et d'Asie sont en train de devenir une plate-forme pour stimuler les flux commerciaux, en raison de la croissance et du renforcement des institutions régionales, et le développement d'expériences partagées et le sens de la communauté qui augmente la confiance, ainsi que leur capacité de fournir conjointement les biens publics régionaux et les services. Les pays de l'OCI sont moins sensibles à ces possibilités. Les pays de l'OCI peuvent de plus en plus développer l'énergie et l'agro-corridor de développer leur économie en général et le secteur agricole. Ces corridors vont promouvoir une croissance agribusiness inclus, en s'appuyant sur une agglomération linéaire de personnes et d'activités le long de l'infrastructure de transport existante. Promouvoir le développement de la chaîne de valeur de l'eau. L'agriculture utilise une part importante de l'eau dans la région, les déchets le plus, et paie le moins. Avec le changement climatique et la demande d'autres utilisations concurrentielles à la hausse, plus viable et l'approche économique efficace serait de rationaliser l'utilisation de l'eau dans l'agriculture. Pour cela, il faudrait améliorer la productivité (plus de grains par goutte) et l'efficacité allocative (plus de valeur par goutte) de l'utilisation de l'eau.

L'eau souterraine est une excellente banque de l'eau et le stockage pour les zones rurales de l'agriculture et l'alimentation domestique mais a été mal utilisée comme l'utilisation d'eau souterraine dépasse la recharge durable dans la plupart des pays de l'OCI, résultant en la surexploitation et l'épuisement des aquifères qui affectent la durabilité de l'agriculture.

Le lien entre le développement de l'infrastructure d'irrigation et les potentiels de marché est primordial. Les petits agriculteurs sont pris dans ce cercle vicieux d'irrigation à faible investissement, le faible rendement, la faible valeur ajoutée et le faible revenu.

Plusieurs pays de l'OCI ne disposent pas de base de données sur l'agriculture et l'infrastructure rurale, ce qui empêche une analyse précise des défis et des possibilités dans ce secteur. À cet égard, le MCS doivent bénéficier des divers programmes de renforcement des capacités offerts par les diverses institutions de l'OCI comme le SESRIC, la BID et d'autres.

Le potentiel écologique et le tourisme agricole a été mis en évidence. Promouvoir les activités non agricoles et la création d'emplois dans l'agro tourisme, le secteur industriel et des services. L'agro-tourisme, l'écotourisme, le tourisme "Musulman Amical" ; la création de valeur dans le secteur du tourisme à travers l'expérience rurale

Maintenir des interactions de la communication entre les pays membres de l'OCI et le progrès qu'ils réaliseront dans la construction d'un développement rural durable par exemple ; chaque membre de l'OCI d'envoyer la mise à jour annuelle à propos des projets et des programmes en cours.

Il a été convenu de créer un groupe de travail virtuel sur les médias sociaux, pour partager des informations pertinentes et des mises à jour et définir un thème précis chaque mois et discuter dans le groupe. Deuxième à partager les informations connexes que nous pourrions recevoir à l'avenir. Troisième ajouter quelques spécialistes des pays de l'OCI qui n'ont pas la chance d'être dans cet atelier. Aussi une suggestion a été ajoutée afin de définir un thème précis chaque mois et discuter de ce sujet dans ce groupe pour partager des connaissances.

### **Action de suivi**

1. Proposer d'élaborer un plan d'action de mettre en œuvre avec l'appui de donateurs appropriés où le besoin évident pour l'action aux niveaux national et régional a été identifiée. Par exemple, adopter des politiques visant à rationaliser l'utilisation de l'eau dans l'agriculture.
2. Là où d'autres délibérations sont nécessaires sur les questions relevant de discussions, organiser un atelier sous régional, soutenir la réalisation d'études / pilotes (Pakistan, Afghanistan et autres) afin d'évaluer leur mise en œuvre et capacités. Par exemple plus de modèle d'affaires approprié pour la création des liens avec le marché pour le progrès et les petits agriculteurs de prendre la Turquie comme bon modèle.
3. Initier des mesures de coopération pour promouvoir le développement des corridors régionaux dans les pays de l'OCI. Il est important et opportun d'évaluer comment l'agriculture et l'économie rurale peuvent bénéficier de cet énorme investissement envisagé par les Chinois et d'autres donateurs.
4. Initier l'étude / l'atelier pour évaluer le potentiel de l'éco tourisme et l'agriculture dans les pays sélectionnés de la région de l'OCI. Comme le Corridor Economique étant planifié et mis en œuvre il est prévu qu'un meilleur accès aux zones rurales doit exploiter les énormes sites d'agriculture et de l'eau qui peuvent générer des recettes considérables grâce au tourisme.

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*